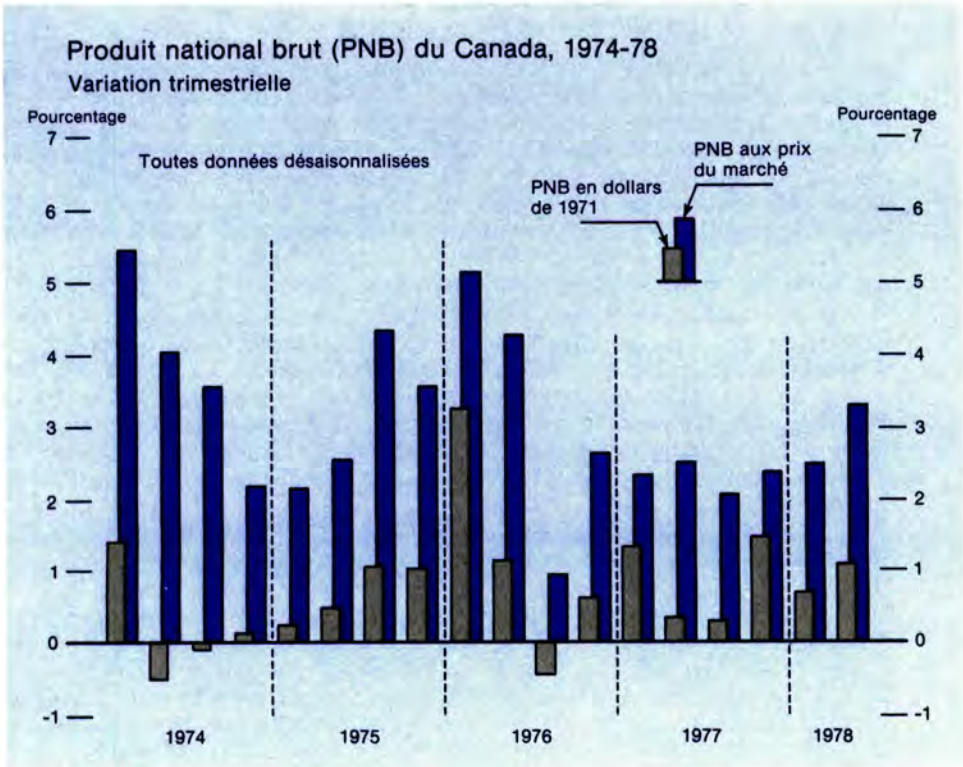




réelles de produits s'explique par la baisse généralisée des exportations de denrées alimentaires, de matières brutes et de demi-produits ainsi que de machines industrielles, ce qui a partiellement annulé la forte augmentation des importations de voitures particulières et de pièces d'automobiles.

Le compte des services a continué de se détériorer en 1977, mais plus lentement qu'en 1976. Cette situation s'explique surtout par la réduction du taux de croissance du tourisme à l'étranger, ce qui a contrebalancé la progression des paiements d'intérêts et de dividendes aux non-résidents.

Les recettes totales de l'ensemble des administrations publiques (à l'exclusion des transferts intergouvernementaux) se sont accrues de 8.6% en 1977, taux beaucoup moins élevé qu'en 1976. La plupart des éléments de recettes ont affiché des taux de croissance nettement moins élevés en 1977 qu'en 1976, par suite de la baisse du taux d'augmentation des revenus.

Les dépenses publiques totales se sont accrues de 11.2% pour l'année, taux légèrement inférieur à celui de 1976 (12.4%). Les dépenses au titre des biens et services ont augmenté de 10.0%, soit l'un des taux de variation les plus faibles enregistrés ces dernières années; ce fait provient de ce que les traitements et salaires, qui figurent pour près de 60% des dépenses publiques totales au titre des biens et services, ont progressé de 9.5%, après avoir affiché des augmentations d'environ 20% les deux années précédentes. Les transferts aux particuliers ont augmenté de 14.7%, taux comparable à celui de 1976. Étant donné que les dépenses ont augmenté plus rapidement que les recettes, le déficit, établi d'après les comptes nationaux pour l'ensemble du secteur public, est passé de \$3.4 milliards en 1976 à \$5.6 milliards en 1977.